

LA GOUVERNANCE LOCALE INCLUSIVE DANS LES COMMUNES D'INTERVENTION DU PROJET RECOSA AU NIGER

Contribuer à asseoir une gouvernance participative et inclusive au niveau local, renforcer les capacités des membres des CSC sur le contrôle citoyen de l'action publique, appuyer les CSC à élaborer des plans d'action sur les mécanismes de redevabilité citoyenne, tels sont entre autres les objectifs de la tenue d'un atelier de formation des membres des CSC au sein de la mairie de la commune rurale de Sakoira.



Humanité & Inclusion à travers son volet Gouvernance et Gestions des Risques et Catastrophes dans le cadre du projet RECOSA, a procédé à la mise en place des membres du Conseil de Suivi Citoyens (CSC) à travers un atelier qui s'est tenu au sein de la mairie de Sakoira. Il s'agit à travers cet atelier de renforcer la capacité des membres de CSC pour leur pleine participation dans la gestion des municipalités, de les outiller pour une meilleure compréhension de leur rôle dans la gestion des actions des collectivités et politique publique, mais aussi pour que le mécanisme de redevabilité citoyenne marche au niveau des communes.

L'objectif général assigné à cette activité est de contribuer à asseoir une gouvernance participative et inclusive au niveau local. Au total, 5 CSC seront mis en place dont un par commune d'intervention du projet RECOSA. Ces membres sont des représentants de toutes les structures sociales de base communautaire (agriculteurs, éleveurs, groupement de femmes,

de jeunes et de personnes handicapées, etc...) ; ce qui signifie que le nombre varie d'une commune à une autre. Leur rôle principal est de permettre la participation de tous les citoyens dans le cadre de la gouvernance locale, le suivi de l'action publique, d'intermédiation entre les habitants et les dirigeants, d'aider les communes à la sensibilisation et à la mobilisation des ressources.

Ainsi durant 72h, les membres du CSC seront outillés sur leur rôles et responsabilités, le processus de la décentralisation, le conseil municipal et son fonctionnement, la gouvernance locale, la redevabilité, le plaidoyer et enfin l'élaboration d'un plan d'action sur le mécanisme de redevabilité citoyenne.

Une formation qui vient à point nommé comme le témoigne **Z.B** président du **CSC de la commune de Sakoira** : « A travers cette formation, nous avons beaucoup appris grâce aux thématiques qui nous ont été dispensées, et surtout c'est grâce à cette formation que nous avons appris l'existence de certaines lois sur la gouvernance locale (articles 15 et 80). Ce sont des articles qui n'ont pas été vulgarisés au niveau de la population, ce qui fait qu'il n'y a pas de transparence dans la gestion. L'une des plus grandes préoccupations de la commune de Sakoira que nous allons attaquer dès la fin de cet atelier, c'est sur l'incivisme fiscale et la mobilisation des ressources. Nous sommes l'intermédiaire entre la commune et la population, et chacun d'entre eux a des droits et des devoirs qu'il est tenu de respecter et que nous veillerons à ce que ça le soit. Déjà l'engagement commence par nous, à la fin de cet atelier, tous les membres de ce conseil ont pris l'engagement de s'acquitter de leur dette d'impôts. »



Une formation qui va au-delà de ces espérances, et qui montre un réel déficit d'informations au niveau des populations rurales comme l'illustre ce témoignage de **S.A, représentante du groupement des femmes de Namari Goungoun** : « Grâce à cette

formation organisée par le projet RECOSA, j'ai su beaucoup de choses que je ne savais pas tout au long de ma vie. Par exemple, pour moi, il fallait que l'enfant vienne en classe de 3^e pour qu'on lui fasse la nationalité, je ne savais pas que dès la naissance on pouvait lui faire ça. Et je ne suis pas la seule, toutes les femmes de mon groupement pensaient ainsi. »



Des efforts du projet RECOSA qui sont à saluer énormément selon **la Mairesse de la commune rurale de Sakoira M.AM** : « *la citoyenneté était quelque chose que les gens avaient laissée. La commune rurale de Sakoira est confrontée à un problème d'incivisme fiscal, par exemple en 2023 seulement la Commune devrait recouvrir 14.000.000f... que nous n'arrivons pas à collecter, justement dû au manque de suivi citoyens des actions de la mairie et l'acquittement des devoirs de la population. C'est un soulagement pour nous que ce comité soit mis en place pour améliorer notre communication avec la population. A la fin de la formation que RECOSA a organisé à leur endroit, c'était avec une fierté qu'ils ont payés leurs impôts et avec des impayés de 2021 et 2022. Dès là nous constatons l'impact de cette activité, sur la gestion de notre commune. Et espérons voir cet impact sur l'amélioration de la relation entre la population et la commune* ».